

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 20 février 2025

ZOOM : COLOMBIE - À 1,7 % EN 2024, LA COLOMBIE RENOUVE TIMIDEMENT MAIS CERTAINEMENT AVEC LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.	2
Bolivie	3
Selon JP Morgan, la Bolivie a le 2 ^e « risque pays » le plus élevé de la région.	3
La Bolivie prolonge indéfiniment la suspension de ses exportations de viande.	3
Colombie	3
Le Comité autonome de la règle budgétaire (Carf) s'est prononcé et n'accepte pas les calculs du gouvernement concernant le respect de la règle budgétaire en 2024.	3
Les importations colombiennes ont augmenté de +2,1 % en 2024, s'élevant à 64,1 Md\$.	4
La Colombie est le 2 ^{ème} membre de l'OCDE avec le taux de chômage le plus élevé, et celui avec le plus d'informalité.	4
Equateur	4
Les exportations équatoriennes se sont établies à 34,4 Md\$ en 2024.	4
Le ministère de l'Énergie annonce de nouveaux appels d'offres pour l'achat de générateurs thermiques.	5
Guyana	5
Dans le dernier rapport de <i>Transparency International</i> , le Guyana présente un score décevant dans l'indice de perception de la corruption, aux côtés d'autres pays exportateurs de pétrole.	5
Pérou	5
Croissance économique de 3,3 % en 2024.	5
Le Pérou enregistre un excédent commercial de 23,8 Md\$ en 2024.	5
Suriname	6
Une nouvelle initiative déployée afin d'améliorer l'inclusion financière.	6
Venezuela	6
Le Venezuela a produit 4 % de gaz en moins en 2024.	6
L'écart entre les taux de change VES/USD officiel et parallèle augmente en dépit de l'augmentation des interventions de la Banque centrale.	6
Le gouvernement brésilien réautorise l'importation d'électricité en provenance du Venezuela dans l'État du Roraima.	6
La production de riz risque de s'effondrer en 2025, en raison de la hausse du prix du diesel.	7

Zoom : Colombie - À 1,7 % en 2024, la Colombie renoue timidement mais certainement avec la croissance économique.

1. Une croissance portée par la consommation et l'investissement fixe

La croissance atteint 2,3 % en g.a. au 4e trimestre, confirmant la reprise économique. Portée par la demande interne (+2,2 % sur l'année), elle bénéficie d'une hausse de la consommation (+1,2 %), notamment des ménages (+1,6 %), favorisée par l'augmentation des salaires (+3,8 % réels). Les biens durables (+2,7 %) et les services (loisirs, culture) progressent particulièrement.

L'investissement fixe est le moteur principal, avec une hausse de 10,5 %, notamment dans les infrastructures (+9,4 %) et les équipements (+1,8 %), malgré un repli du logement (-3 %).

À l'inverse, la consommation publique (-0,5 %) et le déficit commercial pèsent sur la croissance. Les restrictions budgétaires de l'État limitent la dépense publique, tandis que les importations (+4,2 %) croissent plus vite que les exportations (+2,0 %), amplifiant le déficit commercial.

2. Secteurs dynamiques et secteurs en difficulté

En 2024, 10 des 12 secteurs sont en croissance, avec en tête l'agriculture (+8,1 %), les loisirs (+8,1 %) et l'administration publique (+4,2 %).

À l'inverse, l'industrie manufacturière (-2,3 %) enregistre un léger rebond en fin d'année (+0,3 % au 4e trimestre). L'industrie minière et pétrolière chute (-5,2 %), en raison du recul de l'extraction de charbon (-13,5 %) et du pétrole (-0,6 %).

Le secteur de la construction reste préoccupant : malgré une hausse des infrastructures (+11,7 %), le bâtiment continue de reculer (-2,5 %), maintenant le secteur à 22 % sous son niveau pré-pandémique.

3. 2025 : poursuite de la reprise ou pause dans la croissance ?

BBVA prévoit une croissance de 2,5 % en 2025, portée par la reprise du crédit et de l'investissement. Plusieurs signaux positifs fin 2024 (hausse de la demande, accumulation des stocks, dynamisme du commerce et du transport) soutiennent cet optimisme.

Toutefois, des risques persistent :

- Pressions inflationnistes dues à la hausse du salaire minimum, l'augmentation des importations de gaz et la volatilité du taux de change.
- Possible mise en place de droits de douane affectant le commerce international et les exportations colombiennes.
- Restrictions budgétaires prolongées, limitant la consommation publique.

Bancolombia estime qu'une pause dans la reprise économique en 2025 n'est pas à exclure.

Bolivie

Selon JP Morgan, la Bolivie a le 2^e « risque pays » le plus élevé de la région.

Le dernier rapport de JP Morgan indique que **la Bolivie possède l'un des risques pays les plus élevés du continent, avec 2 024 points**, affectant ainsi l'accès au crédit et la confiance des marchés. Le pays est devant l'Equateur (1 319 points), l'Argentine (696 points) et le Honduras (406 points). Le premier pays d'Amérique du sud reste le Venezuela, avec 18 134 points. Le ministre de l'économie, Marcelo Montenegro, a exprimé son désaccord, affirmant que JP Morgan met l'accent sur certains facteurs internes de l'économie bolivienne, motivés par des intérêts politiques et sectoriels. Selon le ministre, l'augmentation du coût des chaînes d'approvisionnement et le ralentissement de l'économie mondiale ont eu un impact sur toutes les économies, y compris en Bolivie.

La Bolivie prolonge indéfiniment la suspension de ses exportations de viande.

Afin de mettre un frein à l'inflation et aux pénuries de viandes dans le pays, le ministre du développement productif, Néstor Huanca, avait annoncé la suspension des exportations jusqu'à atteindre la régularisation de l'offre et la réduction de leur prix. Avec le soutien de la Confédération nationale des travailleurs de la viande (Contrabol), le gouvernement a déclaré le maintien pour une durée indéfinie de la suspension de l'octroi de certificats pour l'exportation de viande bovine tant que son prix ne baissera pas en Bolivie. Luis Siles, vice-ministre des politiques d'industrialisation, a cependant souligné que, malgré la suspension officielle, le gouvernement permettait à tous les camions de viande en transit d'arriver à destination afin de garantir l'entrée des devises étrangères issues des exportations.

Colombie

Le Comité autonome de la règle budgétaire (Carf) s'est prononcé et n'accepte pas les calculs du gouvernement concernant le respect de la règle budgétaire en 2024.

Dans un communiqué paru cette semaine, le Carf¹ a confirmé son rejet des calculs du gouvernement censés garantir le respect de la règle budgétaire. Comme discuté dans [nos précédentes brèves](#), le ministre des Finances avait récemment annoncé que le gouvernement avait respecté la règle budgétaire après avoir comptabilisé 7,7 Md\$ (32 000 Md COP) en « transactions ponctuelles » (TUV, *Transacciones de Unica Vez*) ; permettant de baisser – artificiellement – le déficit budgétaire à 5,6 % du PIB (et ainsi de respecter la règle budgétaire), mais n'affectant pas *in fine* la balance budgétaire totale et l'impact sur la dette. Alors que le Carf a rejeté cette annonce, il a rappelé que la balance primaire nette structurelle (le résultat pertinent pour évaluer si la règle budgétaire a été respectée) était égale à -1,8 % du PIB, en-deçà du pourcentage permis par la règle, et que les recettes fiscales de 2024 étaient inférieures de 17,4 Md\$ (71 200 Md COP) à ce qui avait été prévu dans le budget, soit 4,2 % du PIB. Mais l'entité rappelle également que, au-delà des discussions concernant les TUV et le budget de cette année, l'augmentation du déficit et de la dette publique fragilise davantage les finances publiques du pays, et maintient la pression sur les taux d'intérêt et l'inflation.

De plus, le Carf a demandé une révision du budget de 2025, indiquant qu'un ajustement de 11,3 Md\$ (46 000 Md COP) était nécessaire. Il a signalé que le nouveau budget ne respectait pas la règle budgétaire, et a finalement alerté quant au fait que le gouvernement devait opérer des

¹ *Comité Autónomo de la Regla Fiscal* en espagnol, entité publique indépendante chargée d'évaluer le respect de la règle budgétaire

changements budgétaires structurels pour stabiliser les finances publiques et respecter la règle budgétaire de manière durable.

Les importations colombiennes ont augmenté de +2,1 % en 2024, s'élevant à 64,1 Md\$.

Cette augmentation s'explique en grande partie par les importations de produits manufacturés, qui se sont élevées à 47,3 Md\$ (soit 74 % des importations colombiennes), enregistrant une hausse de +3,9 % principalement soutenue par les importations de produits chimiques et produits connexes (+6,9 %). En revanche, les importations de produits agroalimentaires et de boissons ont diminué de -2,5 %, à 9,3 Md\$, majoritairement du fait de la baisse d'achats de produits alimentaires et d'animaux vivants (-4,7 %). De même, les importations de combustibles et produits d'industries extractives ont diminué de -3,2 %, pour atteindre les 7,2 Md USD, principalement en raison d'une baisse des importations en combustibles, lubrifiants minéraux et produits connexes (-4,7 %).

25,7 % de ces importations sont en provenance des Etats-Unis. Viennent ensuite la Chine (24,8 %), le Brésil (5,2 %), et le Mexique (5 %). La récente augmentation des importations chinoises (+15 % entre 2023 et 2024) est principalement due aux achats d'ordinateurs portables et de véhicules motorisés pour le transport de personnes. **La France occupe la 8^{ème} position parmi les importations de la Colombie** (1,8 % des importations, avec 1,2 Md\$).

La Colombie est le 2^{ème} membre de l'OCDE avec le taux de chômage le plus élevé, et celui avec le plus d'informalité.

Un récent rapport de l'OCDE met en avant que la Colombie est le 2^{ème} membre de l'OCDE avec le taux de chômage le plus élevé (10,2 %), juste après l'Espagne (11,4 %) – à la différence que le taux de chômage en Espagne a baissé

de 1,1pp en 2024, alors que celui de la Colombie a stagné. Ce chiffre peut s'expliquer en partie par le taux d'informalité très élevé dans le pays – le plus élevé des pays de l'OCDE. Bien que l'informalité soit supposée être prise en compte dans le calcul du taux de chômage, elle le rend plus difficile à évaluer.

Le dernier rapport de la DANE (organisme officiel des statistiques en Colombie) a révélé que, en 2024, la part de l'emploi informel s'élevait 55,9 % dans l'économie colombienne – seulement 0,5pp de moins qu'en 2023. Ces chiffres sont plus élevés en milieu rural, où ils atteignent 83,9 % (vs. 84,0 % en 2023). Ce rapport indique également que les inégalités de genre face à l'emploi ont stagné par rapport à 2023 : au dernier trimestre de 2024, le taux de chômage des femmes atteignait les 11,2 %, tandis que celui des hommes atteignait s'élevait à 7,1 %, soit un écart de 4,1pp.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+1,3%	+23,2%	1536
Change USD/COP	-2,0%	+3,9%	4079
Change EUR/COP	-1,9%	+1,7%	4272
Prix du baril (Brent, USD)	+1,4%	-8,3%	76,1

Equateur

Les exportations équatoriennes se sont établies à 34,4 Md\$ en 2024.

Les exportations équatoriennes se sont établies à 34,4 Md\$ en 2024, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2023. Les exportations non-pétrolières et non-minières ont représenté 63 % du total des exportations en 2024, à 21,7 Md\$ (contre 18,7 Md\$ en 2023, soit une augmentation de +16 %). Il s'agit essentiellement de produits issus de l'industrie agroalimentaire dont la crevette (7 Md\$), la banane (3,8 Md\$), le cacao (3,6 Md\$), les

conserves de thon (1,6 Md\$) et les fleurs (1 Md\$). Les exportations non-pétrolières et non-minières sont essentiellement destinées à l'Union européenne (5,5 Md\$, avec une augmentation annuelle de 38 %), aux Etats-Unis (4,6 Md\$, avec une augmentation de 15 %) et à la Chine (3,7 Md\$, avec une baisse de -14 %).

Le ministère de l'Energie annonce de nouveaux appels d'offres pour l'achat de générateurs thermiques.

Au moment où l'Equateur suspend les importations d'électricité depuis la Colombie en raison des pluies qui permettent d'augmenter la production hydroélectrique, le gouvernement a annoncé **de nouveaux appels d'offres pour l'achat de nouveaux générateurs capables d'apporter 638 Mw supplémentaires, à hauteur de 55 M\$, en prévision de la prochaine saison sèche.** Les appels d'offres seront lancés le 20 mars prochain. Le Ministère de l'énergie espère finaliser l'achat des nouveaux générateurs en avril.

Guyana

Dans le dernier rapport de Transparency International, le Guyana présente un score décevant dans l'indice de perception de la corruption, aux côtés d'autres pays exportateurs de pétrole.

L'indice mondial de corruption de l'ONG donne aux pays une note comprise entre 0 (extrêmement corrompu) et 100 (absence de corruption). **Le rapport donne au Guyana une note de 39 sur 100, le plaçant au 92^{ème} rang sur 180 pays.** L'ONG dénonce une situation où le pays serait aux prises des élites économiques et politiques, ce qui favoriserait le détournement des ressources, l'enrichissement illicite et les crimes environnementaux. Le classement montre

que de nombreux pays producteurs et exportateurs de pétrole se voient attribuer un score inquiétant. Les pays disposant d'importantes réserves de pétrole, tels que l'Irak (26), le Venezuela (10), le Nigeria (26), le Mexique (26), et la Russie (22), ont enregistré certains des scores les plus bas. Pour rappel, en 2024, la production pétrolière du Guyana a augmenté de 58 % (cf. [brèves du 16 janvier 2025](#)). Le gouvernement conteste ce score, en affirmant qu'il est mesuré non pas sur la base de faits empiriques mais à partir de perceptions subjectives.

Pérou

Croissance économique de 3,3 % en 2024.

Selon le rapport technique de l'Institut National de Statistiques et d'Informatique (INEI), **le produit intérieur brut du Pérou a augmenté de 3,33 % en 2024 – soit la croissance la plus élevée de la période postpandémique** – après avoir enregistré une croissance de 4,85 % en décembre dernier. Cette expansion s'explique par la performance positive dans presque tous les secteurs, à l'exception des services financiers et des assurances (-1,6 %). Bien que la croissance du secteur minier et des hydrocarbures (+2,0 %) ait été plus modérée que celle des autres secteurs, il reste un pilier de l'économie péruvienne et a contribué à la hausse du PIB en 2024, aux côtés de la pêche (+24,9 %), des transports (+6,1 %) et de l'agriculture (+4,9 %).

Le Pérou enregistre un excédent commercial de 23,8 Md\$ en 2024.

La Banque Centrale (BCRP) a annoncé un excédent commercial de 23,8 Md\$ pour 2024. **Ce chiffre est supérieur à l'excédent de 2023, qui s'élevait à 17,6 Md\$, et représente le triple du niveau enregistré en 2019.** L'excédent enregistré s'explique par l'importante augmentation des exportations au cours de

l'année: +12,4%, pour atteindre 75,9 Md\$. Cette augmentation s'explique par un effet de volume mais aussi par les prix élevés des métaux tels que le cuivre ou l'or, ainsi que des produits agricoles. Les importations ont elles aussi connu une augmentation à hauteur de 4,5%, dans le cadre de la croissance économique mentionnée *supra*, atteignant ainsi les 52 Md\$. Ce montant s'explique par des niveaux plus élevés dans toutes les catégories, principalement dans les intrants industriels et les biens de consommation durables.

Suriname

Une nouvelle initiative déployée afin d'améliorer l'inclusion financière.

Alors que l'inclusion financière reste insatisfaisante au Suriname, la First National Bullion Company (FNBC) a récemment déployé une nouvelle initiative, visant à favoriser l'accès aux services financiers par l'investissement dans l'or sous forme de pièces et de lingots. L'objectif est que les citoyens et les institutions financières acquièrent ces actifs en tant que solutions d'épargne et d'investissement. Grâce à la Southern Commercial Bank, il est également possible d'acheter des lingots en plusieurs paiements, suivant une tarification évolutive. Ce projet pourrait également faciliter l'accès au crédit, car la banque prévoit de proposer des prêts adossés à la valeur de l'or épargné.

Le président Chan Santokhi a salué cette initiative ; d'autant qu'elle s'inscrit dans une volonté plus large de partage des ressources naturelles, notamment de l'or, afin que chaque citoyen devienne indirectement copropriétaire des richesses du pays, en accord avec la Constitution. Santokhi a par ailleurs lié ce projet à un programme de royalties universelles, prévu pour avril ; encore en préparation, il viserait à redistribuer une

partie des richesses naturelles du pays à la population.

Venezuela

Le Venezuela a produit 4 % de gaz en moins en 2024.

Selon le cabinet de conseil en gaz et pétrochimie *ChemStrategy*, **la production de gaz du Venezuela a diminué de -4 % en 2024, avec un volume de 3,9 milliards de pieds cubes de gaz par jour** (MMPCED) – parmi lesquels 1,8 de MMPCED sont destinés au marché intérieur, le reste étant considéré comme des pertes (gaz torché). 95 % de la production nationale de gaz est associée à la production de pétrole.

L'écart entre les taux de change VES/USD officiel et parallèle augmente en dépit de l'augmentation des interventions de la Banque centrale.

Pour essayer de freiner la dévaluation du Bolivar (VES), **la banque centrale du Venezuela est intervenue sur le marché des changes ce lundi 17 à hauteur de 114 M\$**, après trois semaines où l'intervention moyenne s'élevait à 52 M\$. Néanmoins, ce même jour, le dollar officiel était évalué à 62,07 VES/USD, et au 19/02, il s'établissait à 62,18 VES/USD, la brèche cambiale atteignant ainsi 28,9 %.

La banque centrale a injecté 447 M\$ depuis le début de l'année 2025, un montant modéré par rapport aux 684 M\$ sur la même période en 2024 (-34,7 %). Cependant, la dépréciation du VES ne s'arrête pas : au 19 février, le VES officiel s'est déprécié de 13,2 % sur un mois, à 62,18 VES/USD.

Le gouvernement brésilien réautorise l'importation d'électricité en provenance du Venezuela dans l'État du Roraima.

Le 18 février 2025, l'Aneel (*Agencia Nacional de Energía Eléctrica*) a autorisé *Bolt Energy* à

importer de l'électricité vénézuélienne, dont l'approvisionnement était suspendu depuis 2019, à un tarif de 1 096,11 réais (192,49 USD) par MWh, pour la période de janvier à avril 2025. Ces importations seront moins coûteuses que la production thermoélectrique locale et pourront en remplacer une partie, contribuant ainsi à réduire les coûts globaux de l'approvisionnement en électricité dans la région de Roraima.

La production de riz risque de s'effondrer en 2025, en raison de la hausse du prix du diesel.

Richard Meléndez, directeur du secteur « riz » de la Fédération d'agriculteurs et directeur de l'Association des producteurs de riz de l'état de Guarico (qui concentre 72 % de la production de riz au Venezuela), a signalé que la disponibilité intermittente et la cherté du diesel représentent un risque pour la prochaine récolte de riz. Le diesel est actuellement subventionné et vendu à hauteur de 0,20 USD/litre. Néanmoins, les directeurs régionaux du secteur agroalimentaire ont été informés que PDVSA augmentera prochainement le prix à une fourchette entre 0,6 USD/L et 0,8 USD/litre, applicable aux agriculteurs non-enregistrés dans le système *Patria* (système mis en place par le régime de N. Maduro et qui est aujourd'hui utilisé par le gouvernement pour distribuer les aides, retraites et salaires des agents des ministères de la Santé et de l'Éducation).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2024 p	2024 p			2024 p.	2024 p.			
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)